

ÉDITORIAL

Françoise Verna

Les héros du quotidien défilent

● Manifester pour ses droits et sa dignité au travail, c'est l'essence même de la journée internationale des travailleurs, le 1<sup>er</sup> Mai. Le « traditionnel » est toujours exceptionnel et remarquable quand il s'agit de cheminer, ensemble, dans les cortèges, pour la fraternité, la paix, le pain et la liberté. Ils sont nombreux ceux qui aiment à ringardiser le rendez-vous populaire de ceux qui luttent. Ce sont les mêmes qui souhaitent le pire aux syndicats et aux travailleurs. Leur rêve ? Des salariés qui courbent l'échine. Le 1<sup>er</sup> Mai permet de relever la tête et de tendre le poing contre l'ordre établi. Ce monde d'avant qui nous serine qu'il faut travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Message fort

C'est un rendez-vous d'autant plus important que depuis, au bas mot, deux décennies la logique néolibérale et les politiques à son service (Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron) malmènent le monde du travail et fait reculer ses droits. L'ubérisation du travail atomise un peu plus les travailleurs qui ont plus que jamais besoin de renouer avec les luttes collectives face aux idéologues de la flexibilité, de la fausse promesse du travail indépendant, face aux adorateurs du télétravail dont le but est de couper les travailleurs de liens sociaux.

Les salariés du privé, du public, les privés d'emplois et les retraités ne veulent pas du règne de l'algorithme et de la calculette pour régler leur vie. Mais donner du sens à leur existence. Ce 1<sup>er</sup> Mai se déroule aussi après la réélection d'Emmanuel Macron et à quelques semaines des législatives. Il doit permettre aux travailleurs de lancer un message fort, notamment aux formations de gauche qui ont l'obligation de ne pas les décevoir.

Bon 1<sup>er</sup> Mai !

# Pourquoi ils manife

Des manifestations sont organisées pour célébrer la journée internationale des travailleurs ce dimanche 1<sup>er</sup> mai. Une semaine après le second tour de l'élection présidentielle, qui a vu Emmanuel Macron réélu face à l'extrême droite - et ce grâce aux voix des progressistes pour barrer la route à Le Pen - cette journée marque le coup d'envoi d'un troisième tour social. Emploi, salaires, conditions de travail, retraite, formation : les revendications sont fortes. Le but est de se faire entendre et par Macron et par le patronat.

**OLIVIER LEBERQUIER**

Président de la Coopérative Scop-TI, CGT



« Ce qu'il faudrait c'est que le monde économique soit principalement dirigé par des modèles coopératifs comme le nôtre. Et là, déjà, on élimine ce qui pour moi est le principal mal de la société et de toutes les économies au niveau mondial, les actionnaires.

(...) Une fois que vous avez supprimé cette partie-là, vous vous rendez compte que les choses vont beaucoup mieux. Ils ne servent qu'à gagner de l'argent sur ceux qui travaillent. On réglerait le problème au niveau mondial d'une meilleure répartition des richesses et on réglerait une grande partie des maux de notre société. Là, malheureusement on règle nos problèmes à nous. Il y a que dans la rue qu'on y arrivera. »

Propos recueillis par Ludivine Degenève

**JEAN-MICHEL CARAYOL**

Syndicaliste à l'AP-HM, FO



« Cette journée du 1<sup>er</sup> Mai est une journée de reconnaissance du monde du travail. Je travaille dans le secteur hospitalier et c'est pour nous très important après avoir fait face à la crise Covid. Pour le personnel, cette journée rappelle tous les acquis gagnés par nos anciens

que l'on souhaite maintenir et, pourquoi pas, en conquérir de nouveaux. C'est un 1<sup>er</sup> Mai c'est vrai un peu particulier avec la nomination d'un nouveau gouvernement dont on espère qu'il sera à l'écoute du monde du travail, fera preuve de beaucoup moins de brutalité que le précédent. On espère qu'Emmanuel Macron a entendu les gens, la population, et les électeurs, on espère qu'il sera tendre la perche en retour. En théorie, il est là pour réconcilier tous les Français, on attend désormais qu'il le fasse. »

Propos recueillis par Ch. C.

**DAVID TESSIER**

Secrétaire de la section d'Aix, FSU



« Le 1<sup>er</sup> Mai est tout sauf un rituel vide de sens. C'est une date qui donne l'occasion de renouveler la démonstration que les exigences du monde du travail ne sont pas mortes et que les organisations syndicales sont porteuses de progrès social. Pour

l'éducation, c'est doublement important car il est à craindre qu'à la faveur du 2<sup>e</sup> quinquennat, que Macron n'avance plus masqué. Il a déjà annoncé des projets d'une violence extrême : suppression du Capes, remise en cause de ce qui faisait la force de la fonction publique. Nous ne sommes pas dans la rue uniquement contre ces projets mais aussi pour plus de moyens, pour qu'on puisse exercer pleinement nos métiers et former une jeunesse qui en a besoin. »

A.B.

**PAMELA PONSART**

Élue au CSE de la Centrale de Gardanne, CGT



« Personnellement, je manifeste ce 1<sup>er</sup> mai pour le progrès social et particulièrement contre la politique de destruction des industries. Je crains que Macron ne poursuive cette casse, on sait déjà qu'il veut s'attaquer au statut des industries électriques et

gazières. Un peu comme à la SNCF, les prochaines embauches risquent de ne pas être au statut, alors que le système fonctionne très bien. Il pourrait être un modèle, un exemple pour les autres professions. Le plus parlant, c'est pour les retraites, nous avons un système à part qui marche bien puisque nous sommes excédentaires. Pour le cas de la centrale de Gardanne en particulier, il faut toujours rester vigilants pour que les engagements pris par l'État soient respectés, en totalité. »

Propos recueillis par A.B.

**MAXIME PICARD**

Secrétaire Finances publiques 13, Solidaires



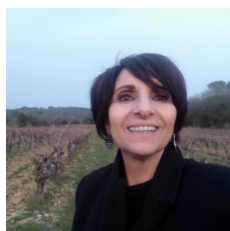
« On a entendu au moment de la campagne une volonté de modifier le calcul de la rémunération des fonctionnaires avec cette notion dite de mérite. Le problème c'est que quand on voit les différentes propositions qui ont pu être faites, nous on a de gros

doutes sur le côté méritant du mérite. On reste attachés au fait que la fonction publique demeure, notamment dans son calcul de rémunération, basée sur un grade, sur une ancienneté. Nous voulons rappeler que d'autres voies sont possibles, que la voie de l'émancipation et du progrès social est possible. Ce chemin passera par la lutte, par le combat et ce, dès le 1<sup>er</sup> mai pour affirmer les droits conquis et essayer de conquérir de nouveaux droits pour l'ensemble du monde du travail. »

Propos recueillis par L.D.

**VALÉRIE MARQUE**

Secrétaire générale au CD 13, CGT



« Pour nous, cette journée est doublement symbolique. Au niveau historique, elle avait débuté autour de la question du temps de travail. On est en plein marasme avec la loi de transformation de la fonction publique qui introduit une augmentation du temps de

travail pour les fonctionnaires. Nous avons calculé : les travailleurs sociaux perdent plus de 3 semaines de repos. Au-delà du vol de congés, on travaillera plus pour gagner moins. Mais il n'y a pas que ça, on n'a rien à espérer de ce gouvernement pendant cinq ans et on sait que les baisses des aides de l'État via le Département, comme le RSA, vont se poursuivre. Il est sûr que la régression sociale ne s'arrêtera pas pendant ce quinquennat. »

A.B.